

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 18 • 1^{er} MAI 2020 • CHF 3.-

Les forçats du textile contraints par les grandes marques de retourner à l'usine page 6



Infectés mais guéris, deux Genevois reviennent sur leur traversée de la maladie page 2



Les étudiants face au coronavirus page 3

Une humanité si fragile

PANDÉMIE • Un système arrogant sous-estimant la fragilité biologique de l'être humain a grandement favorisé la crise sanitaire, sociale et économique actuelle et à venir.

Docteur en pédiatrie et titulaire d'une maîtrise en santé publique, le vaudois Bernard Borel compte une expérience de plus de 40 ans dans sa profession. Il a réalisé de nombreuses missions de coopération en Asie, Afrique et Amérique latine, tant pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) que pour diverses organisations non gouvernementales.

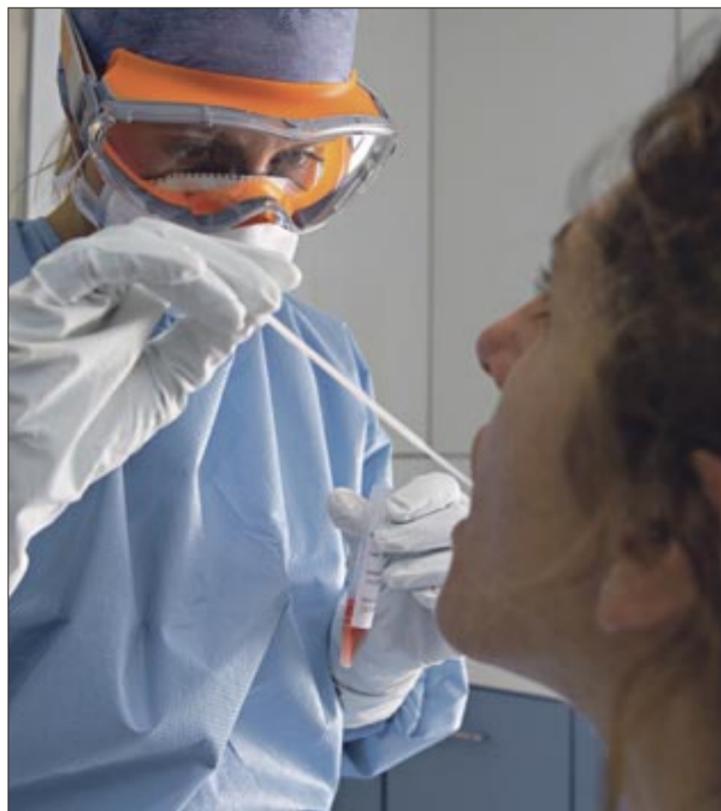
Au cours de votre expérience médico-sanitaire, avez-vous déjà été confronté à une situation comme celle que nous vivons actuellement?

BERNARD BOREL Je pense que personne n'a jamais vécu une telle expérience. Même si le monde a connu une alerte sérieuse en 2009 avec la grippe H1N1, celle-ci en fin de compte, n'a heureusement pas été aussi grave que prévu. De plus, un vaccin avait rapidement été découvert. A l'exception de quelques spécialistes, il n'y avait donc aucune prise de conscience au niveau politique ou social de ce qui pouvait se passer avec ce type de pandémie. Au cours des 50 dernières années, nous avons vécu avec la confiance typique de l'arrogance de la société de consommation, imposée par la mondialisation néolibérale, oubliant notre propre fragilité biologique en tant que société humaine.

Qu'est-ce qui vous surprend le plus dans la crise actuelle?

La sous-estimation de la gravité de l'épidémie par l'Organisation mondiale de la santé dans les tous premiers temps, puis par presque tous les gouvernements. De même que la difficulté d'apporter une réponse concertée au niveau régional, prouvant ainsi le manque de préparation. Le Covid-19 nous a littéralement pris par surprise. Tout le monde pensait que c'était le problème de l'Autre, mais soudain, il était là, se répandant à un rythme rapide dans le monde entier.

Comme il s'agissait d'un nouveau virus, on ne pouvait pas vraiment prévoir l'évolution de la maladie. Puis, il est apparu clairement que ce virus était très contagieux, qu'il n'y avait pas de traitement spécifique et qu'il pouvait être mortel. Cela a entraîné un mouvement de panique – en Europe du moins – car ce virus s'est attaqué à tout le monde de la même manière, riches et pauvres. En fin de compte, les gouvernements n'ont eu d'autre choix que d'imposer un confinement, avec différentes nuances, afin d'arrêter la propagation du virus et d'éviter autant que possible de surcharger les hôpitaux. Cela a conduit à



«Nous avons vécu avec la confiance typique de l'arrogance de la société de consommation», estime Bernard Borel.

Francisco Avia / Hospital Clinic

une semi-paralysie de l'économie de 25% en Suisse par exemple, selon des premières estimations prudentes, et pas moins de 35% en France. En perspective, cette pandémie aura un impact bien plus important que celui produit par la crise financière de 2008. Dans l'Europe prospère de ces 50 dernières années, cette situation semble être du jamais vu.

Du point de vue européen, la pandémie semble donner une leçon: aucun pays riche ou nulle «puissance» ne peut sous-estimer son impact.

C'est exact. Elle nous rappelle que nous sommes tous des êtres humains, avec notre propre fragilité biologique. Dans ce cas, deux éléments importants sont en jeu. Il s'agit d'identifier quelle population est la plus exposée aux complications (puisque'il s'agit d'une maladie sans traitement spécifique) et comment le système de santé peut faire face à une énorme vague de patients. Heureusement, les enfants ont peu de symptômes; mais ce sont les personnes âgées qui meurent le plus. En Europe, en raison de la tendance démographique actuelle, cette catégorie de la population est particulièrement importante.

A cela s'ajoute qu'au cours de la dernière décennie, les systèmes de santé

publique ont fait l'objet de nombreuses critiques, accusés d'être «coûteux et inefficaces». Il en a résulté de nombreuses réductions de lits d'hôpitaux et d'emplois dans ce secteur, dans toute l'Europe mais surtout dans les pays du sud du continent (Italie, Grèce, Espagne et France). Le coût de cette vision néolibérale et à courte vue des soins de santé est maintenant évident.

Mais il y a quelque chose d'encore plus important. Cette pandémie est due à notre économie mondialisée. Les vecteurs ont été les voyageurs aériens, principalement les cadres des grandes sociétés transnationales et des différents gouvernements, ainsi que les touristes du soi-disant premier monde. Les vecteurs n'ont pas été les migrants économiques ou climatiques, ni les réfugiés qui fuient les conflits et frappent aux portes de l'Europe ou des Etats-Unis.

Face à cette crise, un débat s'est ouvert sur le rôle de l'Etat et de la santé en tant que bien public.

Dans le premier monde, le secteur de la santé représente un «marché» important. Le secteur privé, qui exerce un fort lobby dans les parlements, n'a pas cessé de critiquer le système public comme étant inefficace. Mais ce même secteur n'a jamais voulu

prendre en charge les cas qui nécessitent des soins intensifs. On opère à la chaîne dans les hôpitaux privés et sans délai, par exemple les hanches, car la population âgée est nombreuse et ce type de chirurgie est très rentable. S'il y a des complications, on transfère immédiatement les patients vers le service public. Ces mêmes secteurs ont réussi à convaincre la classe politique – avec un certain soutien public – que le système de sécurité sociale était trop cher et qu'il fallait réduire les budgets.

Cela s'est traduit par une baisse de moitié du nombre de lits d'hôpitaux en dix ans, de réductions systématiques de personnel et une baisse des salaires (souvent en externalisant des services, comme la buanderie, la cuisine ou le nettoyage). Un médecin peut gagner plus en travaillant dans le secteur privé, sans faire de gardes, que ses pairs des hôpitaux publics qui s'occupent des urgences. Beaucoup d'entre eux ont déserté le secteur public.

En France, le secteur public était déjà surchargé.

Aujourd'hui, face à la pandémie, il est clair que le secteur public est en première ligne pour mener la lutte contre l'épidémie, même s'il ne dispose pas vraiment des ressources nécessaires. En France, par exemple, tout au long de l'année 2019, le secteur des urgences des hôpitaux a protesté en permanence contre la surcharge, mais le gouvernement n'a pas réagi, même en dépit d'importantes grèves. Aujourd'hui, vous voyez le chaos ambiant. Les gens commencent à réaliser la gravité d'avoir laissé le secteur public sans ressources suffisantes. En Suisse, il faut relever la réactivité du secteur public qui a pu faire face, même dans les soins intensifs, à l'afflux de patients.

Cette pandémie a encore mis en évidence la fragilité de l'approvisionnement des systèmes de santé en Europe: 80% des médicaments sont produits en Inde ou en Chine, presque 100% des masques proviennent de Malaisie; la solution hydro-alcoolique (pour désinfecter les mains) est également importée. Le stockage semble être coûteux, d'où la pénurie de fournitures de tests et de médicaments dans de nombreux pays européens.

Qu'en est-il de l'impact économique-productif de la crise?

La crise économique commence déjà à se faire sentir ici aussi. Elle va toucher beaucoup plus les petites entreprises et les indépendants. Ils ne peuvent pas



IL FAUT LE DIRE...

Un 1^{er} Mai offensif

Cette année, la Journée internationale de lutte des travailleuse.s du 1^{er} Mai se réinvente, Covid-19 oblige. A Genève, la CGAS appelle la population à sortir à ses fenêtres pour un concert de casseroles et de sifflets entre 12h et 12h05. Dans le Canton de Vaud, l'Union syndicale vaudoise (USV) et la gauche invitent tout le monde à accrocher aux fenêtres et balcons des banderoles et pancartes sous le slogan unitaire «notre santé avant leurs profits». Les paroles des différentes organisations du comité unitaire seront diffusées sur la page Facebook de l'USV. Au Val-de-Travers, le POP sillonnera en musique les rues de tous les villages de la Commune. D'autres initiatives sont partout en préparation pour que ce 1^{er} Mai soit un vrai jour de revendications. Il faudra faire du bruit.

Face à l'omniprésence du Conseil fédéral en ce temps de crise sanitaire et économique, les salarié.e.s doivent faire entendre leurs revendications et ne pas payer les pots cassés de la période austéritaire qui s'annonce. Pour éviter les pertes humaines, il faut tout d'abord renforcer massivement les moyens financiers et humains alloués au système de santé. En parallèle, exiger le maintien intégral des revenus de la population travaillante par une indemnisation à hauteur de 100% du salaire pour toutes celles et ceux qui se retrouvent au chômage et obtenir des aides beaucoup plus conséquentes pour les catégories les plus précaires.

En vue de l'après Covid-19, il s'agit d'ores et déjà de s'opposer clairement à toute hausse des primes d'assurance-maladie et de l'âge de départ à la retraite. Mais aussi à la compression de l'assurance-chômage ou à la réduction des services publics. Comme le propose le PST-POP, récemment suivi par le président du PSS, Christian Levrat, qui défend une hausse de 10% de l'impôt fédéral pour les plus hauts revenus, le principe d'une taxe de solidarité doit être mis en œuvre.

Dans l'histoire du mouvement des travailleuse.s, les grandes conquêtes sociales ont toujours été obtenues après des luttes de fond, souvent préfigurées dans les revendications du 1^{er} Mai, allant de la limitation de la durée quotidienne et hebdomadaire du temps de travail à l'instauration de congés payés ou d'un droit à la retraite. Réinventons cette tradition.

Joël Depommier

Suite en page 2

Suite de la page 1

travailler en raison du confinement, mais ont des charges fixes à payer. Il s'agit d'une situation très particulière, car l'arrêt de la production n'est pas dû à un manque de demande, mais à une décision politique – aussi correcte soit-elle. D'où la responsabilité essentielle que les Etats devraient assumer pour financer ces secteurs plus fragiles par des subventions ou des prêts non remboursables (en totalité ou au moins pour une partie significative d'au moins deux tiers). Sinon, beaucoup de ces entreprises et activités feront faillite et la précarisation de la société s'accroîtra. Malheureusement, ce n'est pas ce qui est prévu. Globalement, les gouvernements vont s'endetter afin de garantir les prêts qui vont être accordés par les banques privées. Le problème de liquidité à court terme sera résolu, mais la dette restera, renforçant le pouvoir du système financier.

Va-t-on vers une sévère politique d'austérité?

A long terme, la dette publique sera l'occasion pour la droite conservatrice d'exiger des budgets d'austérité et des coupes sociales. Il en sera de même avec les initiatives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale: financement de pays ayant peu de ressources pour faire face à la crise Covid-19 – en particulier en Afrique, mais aussi en Amérique latine – et renforcement du mécanisme de la dette. Une lourde épée de Damoclès pèsera sur les populations.

La crise actuelle peut-elle provoquer une logique de rupture et favoriser les mouvements sociaux?

On peut l'espérer, mais cela ne se fera pas sans combat. Le système économique est paralysé, mais l'appareil productif est intact et la demande existe toujours. Le système financier s'organise pour maintenir ou accroître son pouvoir.

Mais la société civile et les mouvements sociaux vont sortir renforcés de cette crise, car elle a clairement mis en lumière nombre de revendications sociales parmi les plus fortes. Non seulement la défense de la santé en tant que service public, mais aussi la lutte contre le changement climatique. Lorsque l'économie s'arrête, on peut voir que la nature reprend un peu vie. C'est pourquoi je suis convaincu que nous devons apprendre à vivre dans ce monde d'une manière différente. Avec cette crise et avec le mode de vie actuel, nous voyons que l'être humain est la première victime de l'irrationalité du système hégémonique. ■

Propos recueillis par Sergio Ferrari

*Traduction Rosemarie Fournier, adaptation par la rédaction

Vivre avec le coronavirus

COVID-19 • Infectés mais guéris, deux Genevois reviennent sur leur traversée de la maladie.

La villa n'est pas de toute première fraîcheur, mais elle est entourée d'un vaste jardin charpenté autour de couches de plantation pour le maraîchage, héritage de l'activité d'un ancien fleuriste. Elle est sise non loin d'un EMS, où plusieurs aînés sont déjà décédés de la pandémie. C'est dans ce décor d'une commune suburbaine genevoise qu'habite Suzanne*, 25 ans, étudiante HES en collocation avec six autres personnes. Le 1^{er} avril, elle est dépistée dans un hôpital privé qui collabore avec les Hôpitaux universitaires (HUG). Le résultat tombe tel un couperet: positive, cinq jours après l'apparition des symptômes. «Ce qui fait que je n'ai passé finalement que ces quelques jours à l'isolement au lieu des dix obligatoires prévus», précise-t-elle.

La jeune femme a vécu ce délai d'attente cloîtrée dans sa chambre. «Mes colocataires me déposaient devant ma porte close, mon repas que j'emportai quand ils étaient partis. Eux-mêmes ont été placés en confinement. Ils ne devaient pas sortir de la maison durant dix jours. Ils m'ont toujours bien aidée». Dans son cas, la maladie s'est traduite par une perte de l'odorat (l'anosmie), mais aussi par une grosse fatigue physique. «Je ne toussais pas, ni n'avais de fièvre.»

Prendre du temps pour soi

Cette fatigue générale l'empêchait de se concentrer sur la préparation de ses examens de fin d'année. «J'ai alors pris du temps pour réaliser ce que je ne faisais jamais, à savoir de la peinture et des dessins, tout en me reposant.» Elle reconnaît avoir été bien suivie par son médecin traitant, qui l'appelait tous les deux jours. Suzanne n'a jamais eu la nécessité de se faire soigner aux HUG. «J'étais assez sereine, car il n'y avait pas d'aggravation des symptômes.» L'étudiante avoue aussi avoir une santé robuste, aucune allergie ni tabagisme.

Aujourd'hui, Suzanne est à nouveau sur pied et bûche à distance sur ses examens. «Avec le Covid-19, les liens et la solidarité entre les étudiant.e.s se sont renforcés. On a mis en place un réseau de travail sur WhatsApp. Reste pourtant un point d'interrogation. Pendant son isolement, elle a eu maintes fois l'occasion d'évaluer les causes de son infection, mais n'a pu en déterminer la source. Dès le début et les annonces du gouvernement du 14 mars, la jeune femme est sur ses



Malgré le respect des règles de sécurité édictées par l'OFSP, nos deux témoins ont contracté le virus.

Hadi

gardes, un flacon de solution hydroalcoolique à portée de main. Dans les transports publics, Suzanne veille donc à ne pas toucher les portes ou effleurer les boutons d'ouverture. L'étudiante ne croit pas non plus avoir été contaminée dans les magasins. «J'ai été plusieurs fois faire des achats, alors que le système de filtrage des clients et de distanciation sociale avait déjà été instauré.» Elle ne participe aussi à aucun événement social d'ampleur. Le mystère de son infection sournoise reste donc entier. Or depuis, une étude chinoise controversée souligne le rôle possible de la climatisation dans la transmission du coronavirus. L'Organisation mondiale de la santé note sur son site que «les études menées à ce jour semblent indiquer que le virus responsable de la Covid-19 est principalement transmissible par contact avec des gouttelettes respiratoires, plutôt que par voie aérienne.»

Vécu senior

Paul* habite Onex et file allègrement sur ses 70 printemps. L'homme est en belle santé. Son hygiène de vie est faite d'activités en plein air et de d'une nourriture saine: fruits, légumes, céréales complètes, infusion de plantes médicinales, depuis 45 ans, alors qu'il a connu des ennuis de santé durant son adolescence. Chez lui, les symptômes du coronavirus se traduisirent par des diarrhées durant de deux à trois semaines. «Je me suis

aussi senti oppressé comme si j'avais du mal à respirer.» Ni une ni deux, il téléphone à son médecin traitant, qui lui dit de ne pas s'en faire. «Mais finalement, je me suis rendu à la grosse tente de tri montée devant les HUG dès le début de l'épidémie. Tout le personnel portait des masques, mais il n'y avait pas foule de patients, ça m'a frappé.» Après un contrôle de la tension et une radio des poumons, qui n'ont rien signalé, «on m'a fait un test de dépistage, en disant que les résultats seraient connus dans les 48 heures. Dès le lendemain, j'ai reçu un SMS m'indiquant que j'étais contaminé et que je devais m'isoler.»

Grosse fatigue

«La doctresse qui m'avait reçu aux HUG m'a téléphoné ponctuellement tous les 2-3 jours pour prendre de mes nouvelles pendant mon confinement, ce qui était très rassurant.» Au cœur de sa retraite, Paul éprouve une grande fatigue et dort beaucoup. «Les hôpitaux m'avaient prescrit un anti-douleur durant ma convalescence, mais j'ai préféré me tourner vers des plantes bactéricides comme le citron, l'ail ou l'oignon pour renforcer mes défenses immunitaires qui allaient m'aider à vaincre le covid 19. Je suis aussi sorti dans les bois le soir, quand il n'y avait pas beaucoup de monde, pour faire du sport ce qui renforce aussi les défenses de l'organisme». A ses yeux, «c'est de la désol-

beissance civique, mais j'ai fait très attention». Au bout de deux semaines, on lui explique qu'il n'a plus de symptômes. Il est alors autorisé à vaquer à ses activités dès le lundi de Pâques, le 13 avril. Grand usager des transports publics avec des déplacements quasi quotidiens, l'homme soupçonne avoir contacté la maladie lors de ses déplacements. Il considère qu'il n'a pas encore totalement récupéré toute son énergie.

Ne pas discriminer les aînés

Comme certains membres dans sa famille ne veulent l'approcher de près, par crainte d'une éventuelle contamination, Paul estime qu'il serait normal que des tests Covid-19 soient réalisés pour les personnes dites guéries. Ce qui n'est pas le cas actuellement. «Cela permettrait de rassurer l'entourage, alors qu'il existe encore une méfiance à notre endroit. Il n'est pas croyable que dans un pays riche comme la Suisse, on ne puisse offrir ces tests élémentaires.» La méfiance, voire l'hostilité, il les a ressenties de la part de la population plus jeune dans les transports publics. «En tant que personne de plus de 65 ans, on me regardait de travers, comme si je faisais peur. Pourtant, l'âge chronologique n'a rien à voir avec l'âge physiologique. Et l'on n'est pas forcément sanitaire plus dangereux parce que l'on est un aîné». ■

JD



Précaires et mobilisés ignorés

GENÈVE • La réponse à la crise du rectorat de l'Université quant aux examens ne prend pas en compte des situations difficiles. Témoignages d'étudiant.e.s.

La Conférence universitaire des associations étudiantes (CUAE), syndicat et faitière étudiante de l'Unige appelait à la validation de tous les enseignements ce semestre, ainsi que l'obtention de tous les crédits universitaires liés à ceux-ci (voir *Gauchebdo* 13). Le rectorat en a décidé autrement, en donnant la possibilité de prendre un congé académique, sans justification, et en «annulant» les examens qui seraient échoués. Pour la CUAE, ces modalités ne permettent pas de tenir suffisamment compte des étudiant.e.s confronté.e.s aux plus grandes difficultés sociales ou les plus mobilisé.e.s par la crise sanitaire (voir *Gauchebdo* 17). Les retours du terrain semblent lui donner raison.

Vie étudiante, la débrouille

Maria*, la trentaine, a décidé de reprendre des études qu'elle avait dû abandonner dix ans plus tôt. En première année de bachelor Sciences de l'éducation, elle souhaite travailler dans la formation pour adultes. Avant la pandémie, cela représentait déjà un défi. En effet, pour subvenir à ses besoins, Maria travaille comme serveuse dans un bar les vendredis et samedis, soit une quinzaine d'heures par semaine. Avec cet emploi, elle joignait tout juste les deux bouts avec environ 1'200 francs par mois. A cette modique somme, s'ajoutaient les pourboires et quelques extras «au black» qui ont désormais disparu.

Elle estime faire partie des personnes «chanceuses», car elle touche, aujourd'hui, un chômage à hauteur de 1050 francs. Toutefois, elle craint que ce montant ne diminue puisqu'elle avait encore pu travailler au début du mois de mars. Vivant en

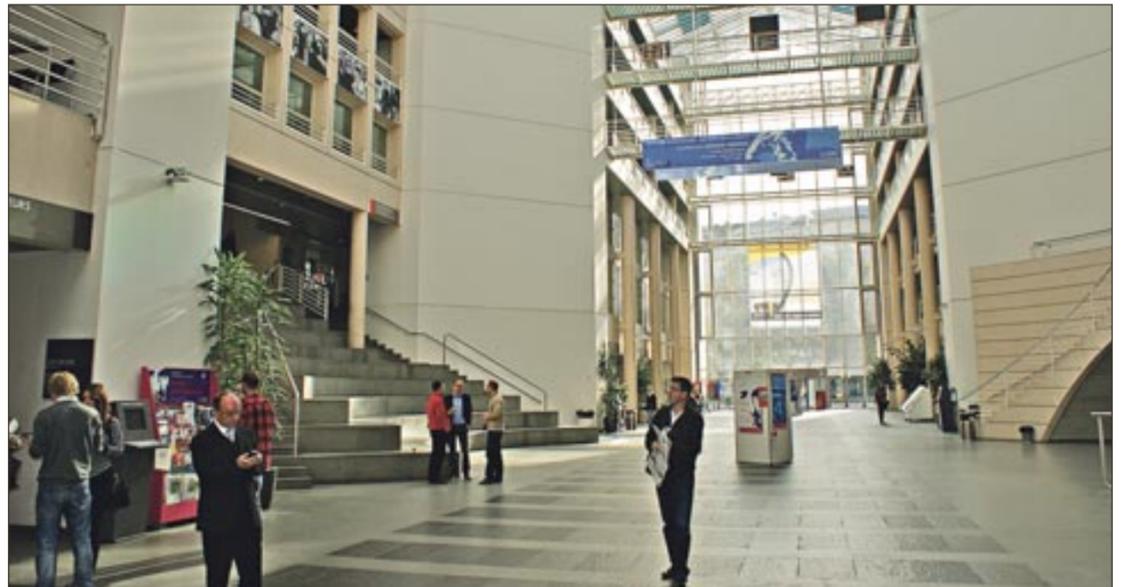
collocation avec son conjoint, lui aussi mis au chômage par la crise, elle souligne qu'en se «serrant les coudes», il est possible de se nourrir à peu près correctement. Maria s'estime également heureuse de pouvoir bénéficier d'aides ponctuelles de la part de ses parents, qu'elle entend bien rembourser un jour. Ceci dit, elle reconnaît que souvent, lorsqu'ils lui demandent si elle a besoin de soutien, elle répond que «tout va bien» pour ne pas les inquiéter.

Examens décisifs

Pour elle, les prochains examens seront décisifs. Bien que le rectorat ait décidé de la possibilité de prendre un congé et que les échecs ne compteraient pas, Maria ne peut se permettre de prolonger son cursus. «J'ai plus de 30 ans et reprendre a déjà nécessité de nombreux sacrifices», souligne-t-elle, en évoquant le peu de temps qu'elle peut passer avec son conjoint ou sa famille, et les rares plaisirs qu'elle «s'offrait» jusque-là. «Ils se résumaient souvent à un café avec des amis en semaine», nous confie-t-elle avant d'expliquer qu'après le travail, elle était trop fatiguée pour sortir et que le dimanche, elle restait à la maison pour réviser ses cours. Ces conditions de vie et difficultés financières ainsi que le manque de temps pour soi et ses proches, elle ne se sent donc pas de les prolonger. Il lui faudra en conséquence réussir ses examens ou renoncer à ses études.

Sentiment d'injustice

Paul* a 24 ans et est étudiant de 2e année en Relations internationales. Il a été mobilisé par la protection civile



Le rectorat n'a proposé aux étudiant.e.s que des aménagements minimaux face à l'épidémie.

Albinfo

sur une longue durée en assistance aux hôpitaux universitaires. Ses missions consistent en la désinfection des ambulances et la surveillance des bâtiments. Etant mobilisé 32 heures par semaine, et parfois jusqu'à 40, il ne lui est possible de se consacrer à ses prochains examens que de «manière parcellaire».

Pour lui, la prolongation d'un semestre mise en place est «trompeuse». «On nous en donne un supplémentaire, mais pour en réalité en faire deux», s'indigne-t-il. Le jeune homme explique que les examens qu'il n'a pas pu valider en janvier sont reportés à janvier prochain s'il prend un congé. Ce dernier implique qu'il lui faudra se réinscrire aux cours du semestre d'automne en plus de la suite normale de son cursus. Il a ainsi

calculé qu'il devra valider 60 crédits, soit l'équivalent d'une année en un semestre. «La seule solution qui prenne réellement en compte le poids de notre engagement pour la société actuellement serait la validation en bloc avec des examens formatifs», ajoute-t-il.

A ces problèmes académiques liés à son engagement, s'ajoute une autre difficulté. «Financièrement c'est très compliqué», admet-il. Il dépend essentiellement de ses parents avec lesquels il vit, faute de moyens. Eux aussi doivent affronter la crise. Ainsi, sa mère travaillant dans le tourisme est aujourd'hui sans revenu. De plus, il appréhende ses 25 ans avec une certaine anxiété, puisque plusieurs aides, telles que les allocations familiales cesseront à ce terme. Ici encore,

prolonger son cursus n'est pas une option viable.

Pour Paul, la solution «trompeuse» offerte par le rectorat, s'ajoute un sentiment d'injustice. La faculté de médecine a ainsi décidé la validation en bloc, avec examens formatifs, à partir de la deuxième année, pour les élèves ayant la moyenne jusqu'à présent à leur contrôles continus. «Beaucoup des étudiants avec nous sur le terrain sont en médecine et ils n'ont plus de soucis à se faire, puisqu'ils ont validé. Nous, on est coincés», conclut-il. Selon la CUAE, ces situations d'inégalité face aux études concernent de nombreux.ses étudiant.e.s. Elles étaient non seulement prévisibles mais surtout prévues par le syndicat. ■

Jorge Simao

*Prénoms fictifs

Apprendre pour la vie, non pour le profit

NEUCHÂTEL • En Suisse, le système de formation notamment pour les apprentis.e.s reste soumis à la rentabilité économique. L'analyse de Jeunes POP Neuchâtel.

L'éducation en Suisse peut être influencée de différentes façons par l'économie. Des entreprises privées sont susceptibles de financer les enseignements et les recherches faites à l'Université. En 2012, la presse révélait que l'UBS s'était assurée une place importante à l'Institut des sciences économiques de l'université de Zurich, en investissant 150 millions dans 5 chaires d'enseignement en économie nationale. La banque s'offrait des droits exclusifs à l'Université, les chercheuse.eur.s devant régulièrement rencontrer des expert.e.s de l'UBS. S'accaparer un secteur jusqu'à présent public dans l'intérêt de profiter en premier lieu de la recherche, tout en influençant l'économie nationale, se réservant le droit de modifier le contenu des cours à son avantage, n'est pas anodin.

Démantèlement de la formation

Dans le Canton de Neuchâtel, le lien entre les coupes dans l'éducation et les finances publiques est particulièrement visible: les entreprises sont faiblement taxées. Ceci génère un manque de recettes qu'il faut combler par une réduction des coûts. Ces économies sont principalement réalisées dans l'éducation par la hausse des taxes

d'étude. Ainsi toujours plus de filières disparaissent. La formation en école à plein temps, elle, se fait démanteler. Et des classes sont supprimées.

A titre d'exemple, mentionnons la charge financière qu'implique le montant annuel de 9'000 francs fixé par le canton de Neuchâtel afin de suivre la formation pour le certificat cantonal d'assistant en gestion à l'École de commerce Jean-Piaget. En 2015, par l'action «Touche pas à mon école», les Jeunes POP avaient voulu contrer cette dérive, malheureusement sans succès. Certaines branches qui ne servent pas directement l'économie sont spécifiquement touchées. Ainsi la Haute Ecole de Musique neuchâteloise fermera ses portes. C'est aussi le cas du département d'archéologie de l'Université cantonale, dont les financements ont été drastiquement réduits.

L'éducation instrumentalisée

Ces exemples nous montrent que l'éducation est un outil pour l'économie capitaliste et qu'elle est soumise à sa logique de rentabilité. Et cela ne date pas d'hier. Durant la période 1870-1914, les cours d'histoire et de géographie étaient fort développés en Europe. Ces matières étaient utilisées

pour renforcer le nationalisme, tout en développant le respect des institutions, l'amour de la patrie et l'appartenance à cette dernière.

Dans cette même logique, la Suisse exige aussi un haut niveau de formation. En témoigne l'obligation, dans nombre de cas de réussir, une maturité professionnelle pour obtenir un CFC: sans maturité, pas de CFC. Les apprenti.e.s sont donc orienté.e.s vers les Hautes Ecoles dans le but de devenir des travailleuse.eur.s plus qualifié.e.s. Cet élitisme montre à quel point l'École est au service du capitalisme.

Des apprenti.e.s sous exploitation

Pour l'économiste suisse, les apprenti.e.s sont de la main-d'oeuvre bon marché, en sus d'être exploité.e.s par des patrons qui profitent de leur statut, voir les harcèlent. Selon l'Association romande des formateurs, une entreprise débourse en moyenne 86'415 francs en coûts de formation pour un apprentissage de 3 ans, mais réalise au final un bénéfice net de 8'713 francs.

Les apprenti.e.s sont en moyenne aussi rentables que les autres employé.e.s au bout de 6 mois. Comment alors expliquer des salaires aussi bas et peu régulés? Comment justifier un salaire mensuel variant

entre 200 et 400 francs à Neuchâtel pour les coiffeur.euse.s en première année, alors qu'ils.elles passent 4 jours en entreprise et une journée à l'école? Comment légitimer que malgré leur rentabilité, les apprenti.e.s soient traité.e.s comme des employé.e.s de seconde zone dans nombre d'entreprises, ainsi que l'illustre l'enquête d'Unia «Comment se passe ton apprentissage» de 2019, faisant état de harcèlement sexuel, surmenage ou stress? La réponse ne réside-t-elle pas notamment dans la recherche de profit intrinsèquement liée à notre système économique actuel? Pour les Jeunes POP, la réponse est affirmative.

Esprit critique et liberté de choix

Face à ces inégalités, il est plus urgent que les droits des apprenti.e.s soient respectés, qu'ils.elles aient des salaires plus élevés et une meilleure protection de manière générale. Nous voulons une éducation émancipatrice, qui apprenne à développer l'esprit critique, une éducation respectueuse de la diversité des individus, une éducation sexuelle ouverte sur les questions de genres et d'attirance, une éducation qui s'adapte aux besoins de chacun.e.

Nous avons besoin d'apprendre pour la vie, pas pour les notes ou la satisfaction de l'économie. Nous voulons également que les étudiant.e.s puissent choisir leur formation en fonction de leurs préférences et qu'elle leur soit accessible, peu importe leurs moyens financiers, origine ou genre.

Mettre fin aux inégalités et à la peur

Il est complexe d'apprendre la solidarité et l'égalité dans un système basé sur l'exploitation et la concurrence. De même qu'il est terrible de devoir se battre pour augmenter le pourcentage que les travailleuse.eur.s touchent sur le fruit de leur labeur. Un changement du système scolaire ne suffira pas à faire disparaître les inégalités et l'oppression. Pour cela, un changement sociétal est nécessaire, un changement qui visera à faire disparaître l'origine même de ces inégalités et asservissement. Il nous faut mettre fin à l'exploitation d'une personne par une autre, à la peur de perdre son travail, à la peur de perdre son logement et à la peur de ne pas être capable de subvenir à ses besoins. ■

Pour les Jeunes POP Neuchâtel
Khayam Benbrahim
et Mathias Bobillier

Mieux soutenir les EMS

COVID-19 • Le député popiste vaudois Marc Vuilleumier, ancien directeur d'un EMS, se penche sur les établissements médico-sociaux gravement touchés par la pandémie.

J'ai envie de dire merci à un secteur de la santé un peu oublié, mais qui absorbe maintenant le gros de la crise du Covid-19. Si le système de santé de pointe «tient» dans les hôpitaux, et sans rien enlever aux mérites des équipes à tous les niveaux qui ont su s'organiser et qui travaillent durement, c'est notamment parce que les EMS jouent actuellement un rôle essentiel en gardant, le plus souvent jusqu'à la mort, de très nombreux résidents.

Décès en hausse

Les statistiques nous montrent un fléchissement des nouvelles contaminations, une stabilisation des cas en soins intensifs et une décline des hospitalisations en soins aigus. Par contre, la courbe des décès continue à monter. Depuis avril, ce sont les décès en EMS qui dominent.

Si le travail normal des EMS est d'accompagner les résidents jusqu'à la fin, la force de l'épidémie, la vague de décès les ont frappés en plein cœur. En effet, dans un monde clos, ne réunissant que des patients à risque, la contamination d'un résident ou d'un membre du personnel implique un risque pour eux-mêmes et d'autres personnes.

Système D et pénurie

Dans un récent communiqué, le Canton semble avoir pris la mesure de ces enjeux. Il a ainsi clarifié que des patients Covid-19 ne devaient plus être transférés des hôpitaux dans des EMS «sans cas avérés parmi leurs

résidents», et ces transferts réservés aux EMS ayant déjà de tels patients, soulignant que la «charge en soins ne devait pas dépasser leurs possibilités». Complicé, surtout quand du matériel de base manque.

Il est indispensable de soutenir plus et mieux nos EMS, dont plusieurs se sont sentis abandonnés au début de la crise, devant recourir au système D pour trouver masques et surblouses, sans même parler de l'impossibilité de pratiquer des tests, ce qui semble hélas perdurer. Alors que l'Allemagne ou la France mettent en place des politiques de testing systématiques du personnel et des résidents, nous sommes clairement en retard à ce niveau.

Humanité des EMS

Je tenais à relever avec quelle humanité et quelle conscience professionnelle la plupart des EMS font face à leur tâche. L'enjeu est de permettre, pour le personnel, d'assurer des fins de vie dignes et respectueuses dans ce contexte particulier. Chaque jour, c'est un défi pour tout le personnel et un enjeu majeur de notre système de santé de soigner et de donner du sens à la vie de personnes confinées dans leur chambre, de garder le contact avec des familles le plus souvent interdites de visite, de continuer à faire vivre ces lieux.

Merci à toutes celles et tous ceux qui relèvent ce défi avec courage, humanité et compétence. ■

Marc Vuilleumier

Paru dans 24Heures

Inventer récits et actes solidaires

OPINION • Municipale POP-Vaud de Renens, Karine Clerc observe que le champ est ouvert pour raconter une histoire différente, dans un monde chamboulé.

Face à la crise, nos habitudes se sont trouvées bouleversées, pour protéger les plus vulnérables et préserver le système de santé. D'un jour à l'autre, il a fallu faire autrement. En modifiant nos habitudes, le Covid nous a montré qu'on pouvait changer. Que des mots comme proximité, économie locale, solidarité, étaient moins de vagues concepts bons à tartiner les pancartes, mais pouvaient avoir un sens dans la vie de tous les jours, pour tout le monde.

Penser autrement

Changer, c'est déjà penser différemment qui nous sommes. Trop souvent, les gens pensent par catégories: il y a les habitant.e.s, les citoyen.ne.s, les «politiques», ceux de tel groupe d'âge, ceux d'ici et ceux d'ailleurs. Ainsi se répartissent les rôles, les places, les responsabilités et, aussi, les légitimités. Subrepticement.

Aucun groupe n'est toutefois homogène. Chaque être humain est à la fois un sujet politique, un.e voisin.e, un.e citoyen.ne, un être potentiellement vulnérable. «Qui l'on est» dépend de l'écho que ces facettes de soi trouvent autour d'elle. L'action qui en découle est aussi le fruit de cet écho.

Trier mon gobelet de yaourt (en trois matières) peut me motiver si je songe au taux de pollution de mon environnement, ou démotivant si je songe à ce que déversent les multinationales dans l'océan. Nos actions se voient renforcées par une sorte de caisse de résonance, formée par les institutions et les médias, par nos proches et notre culture,

par les actions collectives, qui donnent de la voix à certains actes, plutôt que d'autres, qui pourtant auraient aussi du sens.

Faire sens en résonance

Consommer local ou pas, aller voter ou se mettre ensemble pour défendre son quartier, sa vie d'immeuble face à un gérant imperturbable, plutôt que d'accepter congés ou hausses de loyer, trier ses déchets, prendre la parole ou se taire avec amertume, voyager près de chez soi ou dans des contrées lointaines, par exemple, sont des choix qui oscillent entre le «à quoi bon» des gens résignés et le «il n'y a qu'à» des gens plus décidés, peut-être mieux lotis. Nos actes trahissent nos dilemmes, nos doutes, nos succès, dans le brouhaha de ce monde intérieur. Nous sommes ainsi le fruit de cette dispute et de ses échos.

En ces temps de crise, tout s'est arrêté, et chacun.e se retrouve sans caisse de résonance. Le champ est ainsi libre pour raconter une histoire un peu différente, dans un monde qui change, et où, nous aussi, nous changerions un peu. Ce récit n'appartient pas à quelques notables ayant pris les décisions importantes durant la crise. Il pourrait être le fruit de ces échanges nourris, intérieurs, nés de la stupéfaction de ce jour où le temps s'est arrêté. Ce jour où nous avons dû créer des échos de fortune pour continuer de donner un sens à notre vie. Echos de solidarité et d'un ralentissement nécessaire, qui pourraient encore donner de la voix. ■

Karine Clerc

Paru dans la rubrique «Réflexions Invités», 24heures

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Journal du coronavirus

Lundi 20.4.20, 18°

Réveil 6h30, avec les chants des oiseaux. Jardin première fleur de muguet!

La pollution tue 2200 personnes par jour, le coronavirus 1600, où est la logique?

Kaboul. 5 lycéennes tentent de fabriquer un respirateur artificiel bon marché à partir de pièces de voitures usagées.

Le tourisme est à la peine. Encourager les Suisses à prendre leurs vacances dans leur pays? Je songe à faire le tour des châteaux, un projet que je nourris depuis des décennies.

10h, Josiane vient m'aider à arracher les mauvaises herbes, elle aime ce genre d'exercice, nous gardons nos distances. Première fois que j'invite quelqu'un depuis le confinement, ça fait du bien.

Une fourre «à classer»: le rendez-vous littéraire du Quinze, au Café Romand de Lausanne, années 70-80, où je fus invitée.

Revue *Bouquet* du 21.6.81: le récit de ma fugue depuis le chalet de G. aux Mayens de Sion jusqu'en Grèce. Un souvenir à la fois cuisant (je ne cessais de pleurer un amour perdu) et exaltant (je découvrais la liberté). Mes études de lettres commencées en 1968, l'achat de mon appartement en 79, le voyage seule en Grèce en 80 et le marathon d'écriture en Avignon 84 auront été 4 étapes vers l'autonomie. Je reçois un manuscrit, que je transmets à Marthe.

Bullitt, de Peter Yates, 1968, avec Steve McQueen. La fameuse poursuite de voitures dans les rues de San Francisco, où nos avons circulé avec mon fils en 1989, nos plus belles vacances. 21h36. Je trie, Salon des célibataires de Paris, j'avais eu droit à un grand article de *La Suisse*.

Lis *Le Courrier*. Qui n'a que 8 pages, aujourd'hui!

Mardi 21.4.20, 20°

Un T-shirt noir reproduit la phrase devenue mythique d'Alain Berset: «Il faut agir aussi vite que possible mais aussi lentement que nécessaire».

10h30, physio, la dernière.

On sonne: la livraison de la desserte, lourde! En métal noir, comme le grill, parfait.

Je termine ma chronique, 8200 caractères. Je refuse 2 manuscrits (une personne m'envoie 3 recueils, dont un de 444 pages!)

Tri. Des articles sur le Jura libéré (mon grand-père paternel ne l'aura pas vécu, lui qui avait soutenu la cause toute sa vie), 1965, ma participation à la revue *Jeunesse*, 1966, ma collaboration à *Coopération* de mars 68 à septembre 69. Il me semblait bien qu'il y avait, dans le dernier carton, des documents d'avant mon déménagement, février 1979.

Mercredi 22.4.20, 22°

France-Inter. -13% du pouvoir d'achat des Français depuis les 35 heures, par rapport à l'Allemagne et d'autres pays. Il y a 40 ans disparaissait Jean-Paul Sartre. Les médias en ont peu parlé, même *Libé*, qu'il avait co-fondé, n'a publié qu'un article AFP. Je tombe sur un article parlant de son enterrement,

avec Simone de Beauvoir dévastée, incroyable coïncidence. Classeur «Car-net noir».

Le pétrole au-dessous de zéro, on paie pour se défaire de ses stocks. Mais à la pompe en Suisse, seulement -7%!

Le menuisier sonne à 9h, il changera les charnières de 2 portes, ajustera les autres, remettra des vis aux tiroirs.

Vais acheter *le Canard*, reviens par les vignes, il fait un temps magnifique. Documentaire sur Ella Maillart, qui aurait dû donner son nom à l'ESC Malagnou, devenue Emilie-Gourd.

Jeudi 23.4.20, 23°, lever du soleil à 5h59.

Pollux a perdu son collier!

Le ramadan en confinement. Une femme pense que cela permettra aux maris d'aider leurs épouses. A voir... Mais d'une manière générale, la pandémie péjore la situation des femmes, notamment pour les grossesses, les avortements, les violences. Rien de nouveau sous le coronavirus.

Lis le journal de René sur sa maladie au Covid-19, terrifiant!

Je rédige et envoie mes invitations «on déconfiner», n'arrive pas à faire un Doodle, quelques réponses enthousiastes.

Procès de deux tortionnaires syriens aux ordres de Bachar, crimes contre l'humanité. Il y a aujourd'hui encore 90'000 personnes torturées dans les prisons syriennes.

Je n'arrive pas à m'endormir avant 3h!

Vendredi 24.4.20, 24°

RSR, les + de 65 ans (1/4 de la population) en ont ras le bol d'être confinés plus que les autres.

André Comte-Sponville, dans *Le Temps*: «Sacrifier les jeunes à la santé des vieux, c'est une aberration.»

TdG. On fait venir des saisonniers portugais par avion: contrats signés. On en engage 30'000 en Suisse. Mais certains renoncent, par peur de ne pas pouvoir retourner au pays.

Téléphone avec Marie. Quand je lui parle de mon tri, elle me dit que mon bureau ressemblait à l'idée qu'elle se faisait d'une éditrice!

Spritz avant le repas.

C à vous. Bernard Guetta fustige l'imbécillité de Trump, se dit consterné qu'il tienne la paix et la guerre du monde entre ses mains.

Brigitte nous informe que les répétitions de la chorale ne reprendront pas avant septembre. Une sacrée pause!

Dans *Le Courrier*, chronique à l'humour grinçant d'Anne-Catherine Menétray sur les personnes à risque que nous sommes, nous, les vieux et les vieilles, je la félicite.

TJs. De Chine sont arrivées à Saint-Gall des machines à fabriquer des masques. 40'000 par jour. Enfin! Je ne comprends pas qu'un pays comme la Suisse, capable de construire des machines-outils, des ascenseurs, des trains, ne soit pas capable de fabriquer des machines pour confectionner des masques.

Samedi 25.4.20, 25°

Simonetta Sommaruga: Il faudra revoir la situation du personnel soignant et des personnes indispensables. Le contraire de ce qu'a dit l'affreux Nantermod la veille!

J'arrive aux Mattines juste avant l'ouverture. Les asperges coûtent 3 fois plus qu'à la Migros.

TdG. L'analyse de Jérôme Fourquet,

politologue français. «Cette crise est le révélateur d'un déclassement de la France, qui se trouve plus proche de l'Italie et de l'Espagne que de l'Allemagne, de l'Autriche ou des Pays-Bas. On croyait avoir le meilleur système de santé au monde, mais nous avons été pris au dépourvu.»

Cet été, on ne pourra probablement pas aller en vacances au bord de la mer. Une photo apocalyptique d'une plage où s'entassent des baigneurs. En 2018, 90% des Suisses ont voyagé à l'étranger, dont 2/3 pour l'agrément.

Les asperges sont délicieuses.

France: Emmaüs n'a plus de rentrées, appel à dons... comme l'abbé Pierre en 1954! Perpétuel recommencement...

Pollux vient du dehors, je lui donne des croquettes, puis il ronronne sur moi, dans le fauteuil. Une sacrée présence...

Dimanche 26.4.20, 18°

Alain Baraton, responsable des jardins de Versailles, sa connaissance encyclopédique, son enthousiasme. Il intervient une dizaine de minutes le samedi et le dimanche matin un peu avant 8h. Rien à voir avec l'émission gnangnan «Monsieur jardinier» (au masculin!) de la RSR1 le dimanche matin, qui dure 3 longues heures, de 6 à 9!

Je lis les articles que mon ami Denis me découpe sur divers sujets féministes. Le viol est l'essence même du capitalisme et du colonialisme: prendre à quelqu'un ce qu'il ne veut pas donner.

Où est Kim Jong-un?

F2, *Le Corniaud* de Gérard Oury, 1965, avec Louis de Funès et Bourvil, un film que j'ai déjà vu et revu, qui m'a fait hurler de rire à sa sortie, entraînant 3 rangées de la salle.

Je trie et classe un bac. Marche Mondiale des Femmes 2000, souvenirs exaltants.

Balade, le ciel est clair vers le Fort l'Ecluse, il ne pleuvra pas ce soir, malgré les prévisions météorologiques.

Un éléphant est abattu toutes les 15'. Comment peut-on tuer ces animaux extraordinaires? L'humain est la pire des espèces animales, comme dit Jean-Noël.

Je copie mon journal dans celui du coronavirus, commence à le travailler.

Mal à la gorge, comme un début d'angine. Echarpe, jaquette, chaussettes, châle sur les genoux.

Repas: soupe aux fanes de radis.

TJs. Une ligne de points lumineux dans le ciel: Starlink, des satellites lancés par Space X, le programme spatial du milliardaire américain Elon Musk. Ils ont pour objectif de fournir Internet à haut débit partout depuis l'espace. Les astronomes sont furieux.

EMS, un vieux derrière une vitre pour la visite de son fils... François Compagnon! Que j'ai eu comme prof de français à l'ESC, qui allait visiter sa mère aux Tilleuls dans la période où je rendais visite à mes parents... Le monde est petit!

Mise au Point reprend.

Pas envie de regarder un document sur la grippe espagnole. Je vais à d'Aragnan ou plutôt à sa fille, Philippe Noiret et Sophie Marceau. Là, les bons sont récompensés et les méchants punis. Je passe une bonne nuit.

Huguette Junod

UE: des milliards pour les actionnaires?

COVID-19 • En pleine crise du coronavirus, les orientations économiques libérales de l'Union européenne se confirment: solidarité minimum et maintien du dogme de l'austérité budgétaire.

Jeudi 23 avril, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE se réunissaient par vidéo-conférence pour la quatrième fois depuis le début de la crise sanitaire. A nouveau, aucun accord n'a été trouvé pour créer un fonds de relance ni pour accorder un soutien sérieux aux pays du Sud de l'Europe (Italie, Espagne et Grèce), les plus touchés au niveau économique et social par la crise. Le Conseil européen s'est contenté de valider l'accord du 9 avril des ministres des Finances des Etats membres de la zone euro (Eurogroup). Celui-ci prévoit «trois filets de sécurité pour les travailleurs, les entreprises et les Etats membres», à hauteur de 540 milliards d'euros.

Prêter n'est pas aider

540 milliards, ça peut sembler beaucoup. Mais en regardant attentivement, on s'aperçoit qu'il s'agit avant tout d'une série de prêts qui devront à terme être remboursés avec des intérêts. Le premier «filet» est un fonds de garantie de la Banque européenne d'investissement (BEI) de 200 milliards pour financer des prêts aux entreprises. La deuxième partie est le dispositif SURE consacré au chômage partiel et doté de 100 milliards d'euros. Enfin, la dernière tranche est constituée de 240 milliards de prêts du mécanisme européen de stabilité (MES) aux Etats qui le demandent. Rappelons que par le passé et notamment en Grèce, les prêts du MES ont toujours été accompagnés de l'exigence d'appliquer une politique d'austérité budgétaire.

Des multinationales enrichies

Déjà à la mi-mars, la Banque centrale européenne (BCE) annonçait la création d'un programme d'achat d'actifs urgence pandémie (PEPP) de 750 milliards. Un montant qui pourrait être revu à la hausse lors de la réunion du Conseil de gouvernance de la BCE jeudi 30 avril. La question centrale est bien entendu de savoir qui va profiter de cet argent. En effet, alors que la BCE n'a pas le droit d'acheter des dettes



Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE, qui se réunissent par vidéo-conférence depuis le début de la pandémie, ne veulent pas créer de fonds de relance européen.

publiques des gouvernements, elle peut acheter des obligations d'entreprises.

Une enquête du site néerlandais Follow the Money a révélé que les nouveaux «corona-euros» vont finir dans les poches des actionnaires de grosses multinationales comme Shell, British American Tobacco et Louis Vuitton Moët Hennessey (LVMH). En avril, ces entreprises ont emprunté de l'argent directement à la BCE, à des taux plus favorables que ceux de pays comme l'Italie ou l'Espagne sur les marchés financiers. Pour pouvoir profiter de ces emprunts bon marché, il faut que l'entreprise émette ses propres

obligations, une opération financière complexe que les PME ne peuvent réaliser. L'argent de la BCE finit donc dans les poches d'un club restreint de très grosses entreprises qui versent des milliards de dividendes à leurs actionnaires!

PME et travailleurs oubliés

L'économie européenne est confrontée à une crise d'une ampleur inédite. La récession dans la zone euro sera terrible, avec une baisse du PIB de 13% pour l'ensemble de la zone d'après la banque italienne Unicredit. On le voit, les mesures prises par l'UE vont essentiellement

servir à sauver les grosses entreprises, laissant sur le carreau les PME et les travailleurs. La seule sortie possible de la crise favorable à la population dans son ensemble impliquerait la remise en question de l'austérité budgétaire pour pouvoir financer massivement la santé et les autres secteurs fondamentaux de l'économie. Au niveau européen, la perspective de la création d'un fonds ambitieux qui permettrait de renforcer les systèmes de santé, de sauver les emplois et de réduire les inégalités entre les Etats membres est pourtant très éloignée. ■

Amanda Ioset

Une police en roue libre

FRANCE • Plusieurs enregistrements vidéos récents témoignent de comportements policiers violents, humiliants et racistes.

Le 20 avril dernier vers minuit, nous suivions le reportage en direct sur les réseaux sociaux de notre confrère de *Là-bas si j'y suis*, Taha Bouhaf, à Villeneuve-la-Garenne, commune de l'île de France. Des émeutes y ont cours depuis la collusion entre une voiture de police et un jeune motard gravement blessé. Les circonstances de «l'accident» sont encore floues mais pour de nombreux Français, il ne fait aucun doute qu'il s'agit, là, d'une énième bavure policière.

Sur les images de Taha, on aperçoit des jets de gaz lacrymogène auxquels répondent des feux d'artifices. Le journaliste, tentant de s'approcher des points de tension, déclare: «les agents de police sont pas forcément très sympathiques et ne nous laisse pas approcher. Là, j'ai une policière qui m'a menacé de me lancer une grenade dessus si je ne dégageais pas, alors que j'avais prévenu que j'étais journaliste!». C'est d'ailleurs cette «antipathie» et la crainte pour sa sécurité qui l'ont poussé à se diffuser en live.

Un Egyptien dans la Seine

Alors qu'il arrive à un carrefour, il tombe nez à nez avec trois agents de police. «C'est quoi ça ?(sic) Oh! Allez dégagez!», hurle l'un deux, alors qu'un second braque sa lampe torche sur son téléphone portable pour l'empêcher de filmer. «Je suis journaliste», répond-il. «Dégagez», répètent inlassablement les pandores. «Vous n'allez pas nous intimidez pas comme ça. Merde! On bosse! Enlevez votre lumière!», s'exclame Taha. Soudainement, les policiers foncent sur lui. On l'entend crier, puis la vidéo s'arrête de

façon glaçante. On apprendra, quelques minutes plus tard, qu'il a été relâché indemne après avoir été amendé de 135€ pour non-respect du confinement et ce malgré son attestation justifiant sa présence sur les lieux.

Quelques jours plus tard, non-loin de là, aux alentours de 2 heures du matin, un jeune surpris par du bruit devant sa résidence, sort téléphone en main afin de filmer discrètement ce qui se passe. Un homme qui vraisemblablement a fui la police est repêché de la Seine, où il avait plongé dans sa course. «Il ne sait pas nager. Un bicot (sic) comme ça, ça ne nage pas», entend-t-on dire un policier. «Ah ah ça coule! T'aurais dû lui accrocher un boulet au pied», lance un autre. Les agents font alors monter l'homme interpellé dans «le bus magique [leur fourgon]». On entend concomitamment des coups sourds et des cris de douleur. Puis l'agent qui semble porter des coups déclare «laisse ta mère tranquille, cette pute!», provoquant des rires de la part de ses collègues. S'enchaînent ensuite de nouveaux bruits de coups, des hurlements de douleur et des rires gras.

La veille, une vidéo amateur, tournée à Toulouse, montrait trois agents, dont un avec un chien, derrière un homme qui semble désorienté. Le maître-chien utilise sa muselière pour frapper le crâne de l'individu, à une dizaine de reprises, en lui criant «couche-toi!». Un autre lui saisit les jambes et provoque sa chute. Les coups continuent. L'homme hurle, «vous m'étouffez!» et crie de douleur. La vidéo s'arrête, peut-être pas les violences... ■

Jorge Simao

L'appel d'économistes à la solidarité

COVID-19 • Des économistes européens réclament un changement de pied radical face aux mesures engagées sous tutelle des marchés financiers.

Les plans dits de relance mis en œuvre par Washington comme par les capitales européennes prévoient à coups de billions d'euros ou de dollars de placer le capital sous respirateur artificiel. Comme en 2008. A charge de transférer sur les épaules des citoyens-contribuables ordinaires le poids du sauvetage des marchés financiers, ce qui enclenche la perspective de nouvelles potions austéritaires.

La gravité de la menace de récession suppose bien des interventions publiques d'une dimension inégalée. Seulement, les choix faits jusqu'ici ne répondent pas à l'urgence et nous promettent en retour un choc social d'une ampleur inouïe. La moitié de la population mondiale pourrait se retrouver sous le seuil de pauvreté après l'épidémie, alerte une étude de l'ONG Oxfam.

Cette sinistre prospective se laisse déduire d'une méthode, un parti pris de gestion qui a conduit à une suraccumulation financière devenue intenable, avant même la crise, pour les équilibres de l'économie mondiale. L'intérêt du plus grand nombre recommande un changement de pied radical en faveur du développement des biens communs si indispensables à la survie de l'humanité.

Des économistes européens de gauche lancent un appel et une pétition¹. Ils proposent «la création immédiate d'un fonds européen pour la santé» qui pourrait être rapidement étendu à d'autres services publics vitaux. Il serait alimenté par la Banque centrale européenne (BCE) sous forme de prêts à 100 ans «non négociables sur les marchés» dont les taux seraient nuls, voire négatifs. Il n'y aurait ainsi plus à souscrire le moindre «bond», ou titre de dette dont le remboursement enchaîne tôt ou tard sur de l'austérité. Ce fonds, précisent les signataires de l'appel, pourrait aussi être utilisé pour couvrir les énormes besoins de financement des «pays en développement ou émergents d'Afrique, d'Amérique latine, du sud de la Méditerranée, du Sud et de l'Est hors UE». L'urgence pour l'Europe comme pour l'humanité est à cette solidarité concrète. ■

Bruno Odent

Paru dans *L'Humanité*

¹ Parmi les signataires de cette pétition, disponible sur www.change.org/ArgentBCESanté, on retrouve des personnalités de sept pays dont l'Allemand Heinz Bierbaum, président du Parti de la gauche européenne, les Français Frédéric Boccarda et Pierre Laurent, ou encore l'Italien Paolo Ferrero, le Grec Euclide Tsakalotos.

Les forçats du textile de retour à l'usine

BENGLADESH • Un quart des petites mains du textile s'étaient vues licenciées à la suite de l'annulation des commandes par les grandes marques. Sous pression des donneurs d'ordres et du patronat, les ouvriers sont contraints de retourner à l'atelier. A leurs risques et périls.

Parfois sans salaire depuis la fermeture des ateliers il y a un mois, des centaines de milliers de forçats du textile bangladais n'ont eu d'autre choix que de retourner à l'usine. Même sans respect des conditions minimales de sécurité sanitaire. Au Bangladesh, les pressions des donneurs d'ordres internationaux – les grandes marques de prêt-à-porter – ont eu raison des mesures de confinement. Pour voir repartir les profits, ils peuvent s'appuyer sur la peur de la faim ou des loyers impayés et la menace de la concurrence vietnamienne ou chinoise.

Les maillons faibles de la Fast fashion

502 fabriques ont ainsi rouvert, dimanche, pour compenser l'annulation d'au moins 3,1 milliards de dollars de commandes (2,85 milliards d'euros), alors que le textile représente 84% des exportations nationales et 4,1 millions d'emplois, soit le deuxième producteur après la Chine. Ce modèle de développement entièrement tourné vers les exportations révèle ses fragilités à l'aune de la crise. Un quart des salariés – majoritairement des femmes – auraient été licenciés sans indemnités ou mis au chômage partiel du fait de l'arrêt de l'activité. Ils sont les maillons faibles d'un secteur qui «repose sur une production à flux tendus et à profits immédiats. C'est en réalité toute une réflexion autour de ce modèle économique qui devrait être engagée», insiste Nayla Ajaltouni, coordinatrice du collectif Ethique sur l'étiquette. Le schéma de la fast fashion, le prêt-à-porter bon marché de masse, repose sur un renouvellement de l'offre de vêtements toutes les deux à six semaines dans le circuit mondial de distribution.

L'imbrication entre le pouvoir politique et économique est totale

En temps normal, le salaire minimum mensuel de 87 euros représente déjà cinq fois moins que le minimum vital. «Les grandes marques, qui profitent d'Etats défaillants en termes de protec-



Le schéma du prêt-à-porter bon marché de masse, repose sur un renouvellement de l'offre de vêtements toutes les deux à six semaines dans le circuit mondial de distribution.

BIEN Philippines

tion sociale, fonctionnent à court terme. Face à la chute des ventes de vêtements, elles ont tout simplement annulé les commandes qui avaient pourtant été honorées. Elles se sont appuyées sur une clause de force majeure, alors que les contrats leur sont déjà extrêmement favorables», observe en outre Nayla Ajaltouni dont le collectif demande aux grandes marques de rééchelonner leurs commandes, d'accompagner leurs sous-traitants dans le versement des salaires et des éventuelles indemnités, d'assurer la protection ou le droit à un arrêt maladie pour les travailleurs présentant les symptômes du Covid-19. Or, un tiers des députés sont propriétaire d'usines. «L'imbrication entre le pou-

voir politique et économique est totale. Les députés sont juges et parties, et contribuent à faire en sorte que les lois sur la protection sociale n'évoluent pas pour ne pas perdre des parts de marché», note Nayla Ajaltouni.

Une pression maximale a ainsi été exercée par le patronat national. Les syndicats redoutent toutefois une hausse des contaminations alors que Mohammad Hatem, vice-président de l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA), également à la tête d'un atelier qui sous-traite les commandes du britannique Primark, enjoint à la reprise, quel qu'en soit le coût sanitaire: «Nous devons accepter le coronavirus comme une réalité de la vie. Si

nous n'ouvrons pas nos usines, il y aura une crise économique.»

Manifestation et blocages à Dacca, N'ganj, Savar et Gazipur

En plus d'usines souvent mal ventilées où les postes de travail sont contigus, 76% des directions versent toujours les salaires en espèces. Pour y prétendre, les ouvriers doivent faire le pied de grue dans de longues files d'attente ou descendre en masse dans la rue pour exiger les arriérés. Selon la BGMEA, 87% du personnel de l'habillement auraient touché leur salaire de mars après plusieurs jours

de manifestation et de blocage à Dacca, N'ganj, Savar et Gazipur. La BGMEA aurait demandé aux fabricants de ne réintégrer que les travailleurs vivant à proximité des petites usines afin d'éviter la contagion dans les transports et sur les lieux de production plus importants mais, selon les syndicats, de nombreux employés, confinés dans leur village natal, ont été joints par téléphone afin de regagner leur poste à Dacca ou ses environs. A leurs risques et périls. ■

Lina Sankari

Paru dans L'Humanité

Répression à l'ombre de la pandémie

ALGÉRIE • Le pouvoir tente d'étouffer la contestation populaire.

Le hirak (mouvement de manifestations qui ont lieu depuis le 22 février 2019 contre le pouvoir en place, ndlr) a suspendu son élan, mais la répression ne faiblit pour autant en Algérie. La traque s'intensifie à présent sur les réseaux sociaux, où la moindre expression à caractère politique déclenche aussitôt interpellations, interrogatoires policiers, voire des comparutions immédiates suivies d'incarcérations. Le pouvoir agit aussi à l'ombre de la politique sanitaire qui semble contenir l'évolution de la pandémie. La situation dans la ville de Blida, épicentre de la contagion, se «stabilise» selon les autorités locales.

Le Comité national pour la libération des détenus rapporte qu'au moins 12 personnes ont été convoquées et interrogées pour des opinions exprimées sur la Toile en soutien au hirak. La justice use systématiquement d'une batterie d'inculpa-

tions pénales lui permettant d'étouffer la liberté de parole et de laisser planer la menace d'une incarcération. Il est question «d'atteinte à l'intégrité du territoire national», «d'incitation au rassemblement non armé» ou de «publication de nature à nuire à l'intérêt national».

«Une criminalisation de la libre expression»

Les magistrats peuvent ainsi surfer sur un éventail de décisions modulables selon la popularité des militants, selon les capacités de «nuisance» politique qui leur sont attribuées. Le journaliste Khaled Drareni (en prison depuis mars 2020, ndlr) et l'opposant Karim Tabbou, leader de l'Union démocratique et sociale (dont le procès a été reporté au 1er juin), sont incarcérés sur la base de ces mêmes motifs. L'acharnement judiciaire dont ils font l'objet provoque une campagne nationale et internationale pour leur libéra-

tion. «Aucun de ces chefs d'inculpation ne constitue une infraction légitime reconnue par le droit international, car ils criminalisent la libre expression», commente Amnesty International dans son dernier rapport sur la situation en Algérie. «L'objectif est d'étouffer les voix qui pourraient entretenir l'esprit de la contestation, faciliter le rebondissement des idées fortes, le reste est affaire de récupération, les services algériens excellent en général dans cette pratique», résume le politologue Rachid Grim. «Il s'agit de bâillonner tout ce qui fait survivre l'esprit du hirak: la presse autonome et les jeunes qui entretiennent le débat sur les réseaux sociaux, confirme le chroniqueur du quotidien, Liberté, Mustapha Hammouche. Les citoyens engagés sont contraints à une vigilance et à une solidarité de tous les jours.» Les hirakistes entrent ainsi en résistance. ■

Nadjib Touaibia

Paru dans L'Humanité

Incertitudes au Cambodge

«Le Cambodge n'a encore reçu aucune commande d'acheteurs pour les mois de mai et juin, ainsi que pour un avenir prévisible. Nous pouvons conclure que les exportations de vêtements et de chaussures seront durement touchées au cours du deuxième trimestre de cette année», a déclaré cette semaine le porte-parole du ministère du travail cambodgien, Heng Sour. Face à ces incertitudes, près de 130 entreprises regroupant près de 100'000 travailleuses pourraient suspendre leurs activités. Face à cette situation, le gouvernement et les propriétaires d'usines ont convenu de fournir un salaire minimum de 70 dollars par mois pour chaque travailleuse suspendue. Le gouvernement contribuera à hauteur de 40 dollars et les 30 dollars restants sont à la charge des patrons. Réd.



Destin familial juif au XX^e siècle

LIVRE • Catherine Cohen évoque avec talent l'histoire de sa famille à travers le siècle dernier.

Les récits de vie ne présentent pas tous un réel intérêt. Celui de Catherine Cohen, qui englobe l'histoire toute sa famille, notamment maternelle, à travers le XX^e siècle, sort du lot. Les familles Neubauer et Mittler, qui uniront leurs destinées, vivaient dans la partie slovaque de l'Empire austro-hongrois, qu'ils servaient fidèlement et considéraient comme une protection. L'empereur François-Joseph détestait en effet l'antisémitisme, attisé à Vienne par des hommes politiques populistes.

Pendant la guerre de 1914-18, Adolf Mittler combattra dans l'armée impériale et royale, alliée de l'Allemagne, comme capitaine de cavalerie, et ses deux frères serviront dans l'infanterie, l'un comme lieutenant, l'autre comme commandant. Ce qui n'empêchera pas, en septembre 1942, la déportation et le gavage d'Adolf, de sa femme Hilda et de leurs quatre enfants à Auschwitz. Mais nous n'en sommes pas encore là.

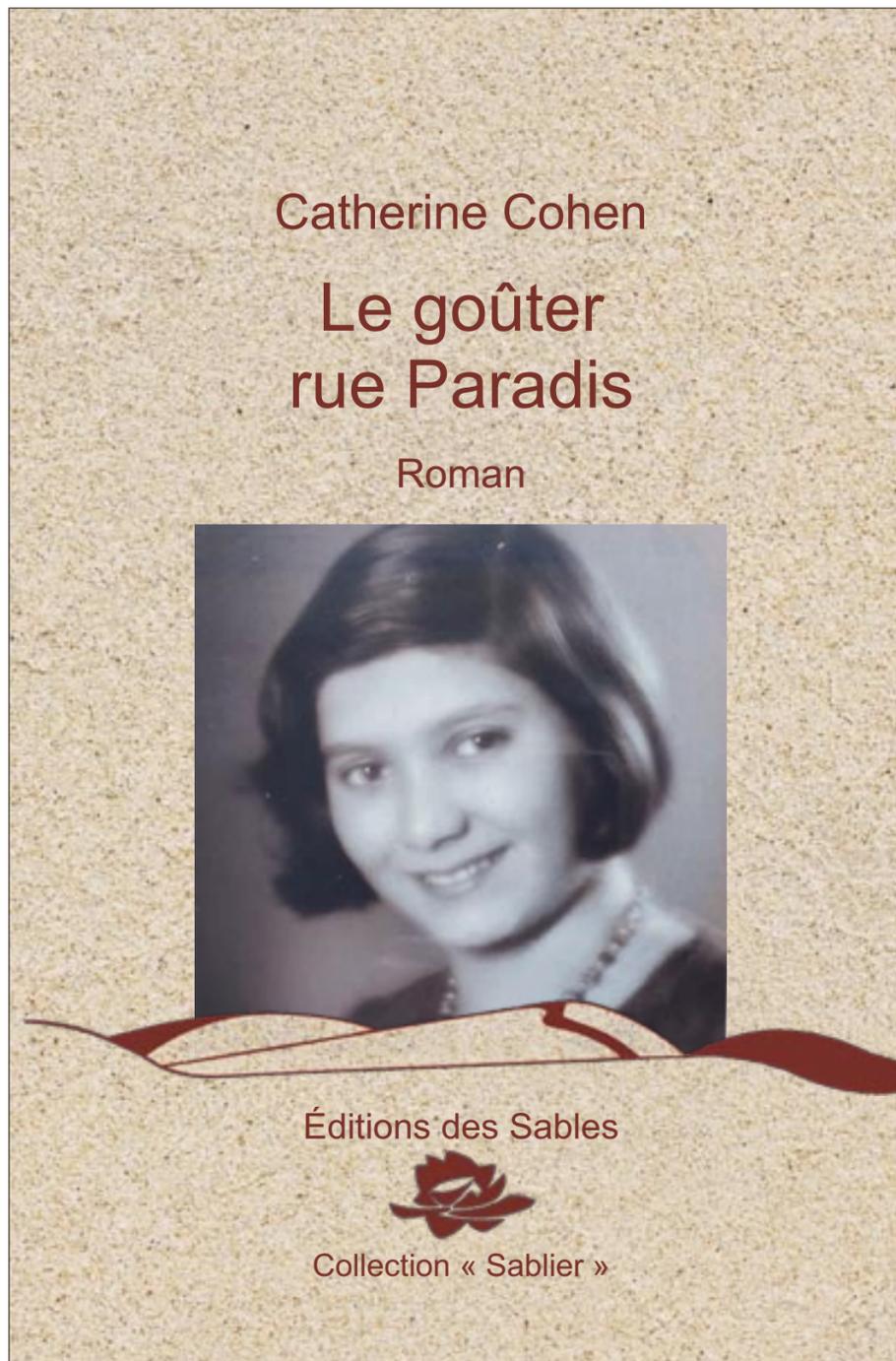
Document ethnographique

Catherine Cohen évoque très bien la vie de ses grands-parents maternels et de sa mère dans cette société juive ashkénaze autrichienne alors très bien intégrée (du moins le croyait-elle), qui cultivait pourtant ses propres coutumes, notamment culinaires, telles les tresses briochées du Shabbat. Dans ce qui apparaît comme un document ethnographique, on apprend beaucoup de choses. Par exemple le fait que, par un décret de 1787, les juifs ont dû adopter des noms de famille suivant leur activité ou une autre particularité. Neubauer: nouveau paysan. Mittler: médiateur.

Les grands-parents maternels de Catherine parlent un méli-mélo d'allemand viennois, de français et de yiddish. En 2016, elle retournera à Stupava, lieu d'origine des Mittler, devenu village slovaque en 1919. Elle y recherchera les traces de sa tante Tessa, prise lors de la grande rafle des juifs de Slovaquie, et elle aussi disparue dans un camp d'extermination. Des pages émouvantes où elle raconte sa visite du vieux cimetière juif et de la synagogue. C'est là que se sont déroulées, pour ses proches, les mariages, Kippour et les Bar Mitsva. Mais il n'y a pratiquement plus de juifs en Slovaquie...

Autriche nazifiée et exil

Renée Mittler, la mère de l'auteure, naît en 1919 à Bratislava, dans le nouvel Etat tchécoslovaque issu du démantèlement de l'Empire. Puis ses parents gagnent Vienne. Renée gardera un souvenir idéalisé des cafés viennois, de l'opéra, de sa



A travers son livre, Catherine Cohen restitue la vie des deux grandes communautés juives, ashkénaze et sépharade.

Éditions des Sables

vie intellectuelle et scientifique, de ses propres exploits sportifs dans le club de natation juif de la *Hakoah* (force en hébreu). Survient en 1938

l'Anschluss, c'est-à-dire l'invasion de l'Autriche par l'armée allemande et son rattachement au Reich, applaudi par la majorité des Autrichiens

qui se laissent aller à leurs penchants antisémites. Renée connaît alors l'ostracisme, sous forme la plus hideuse, ainsi la pancarte qui figure devant les piscines: «Interdit aux juifs et aux chiens». Pour la sauver, ses parents l'incitent à fuir l'Autriche nazifiée. Elle gagne l'Angleterre, puis la France... non sans passer par l'un de ces camps d'internement créés par Daladier pour les étrangers. Ensuite c'est Marseille, chez un oncle, où se déroulera la deuxième partie de sa vie. A l'été 1942, les Allemands envahissent toute la «Zone libre». Les rafles de juifs s'ensuivent. Renée, et ses parents qui ont pu la rejoindre à Marseille, y échapperont un peu par miracle. Et cela grâce au mariage de Renée, en pleine année 1942, avec Edouard Cohen, juif sépharade qui possède un passeport turc, pays neutre pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ashkénazes et Sépharades

L'auteure a consacré la deuxième partie du livre à son père, à ses ancêtres paternels, et à travers eux à l'histoire des juifs sépharades. Ceux-ci ont fui l'Espagne de la Reconquista en 1492. Ils ont gagné l'Afrique du Nord ou, pour beaucoup d'entre eux, l'Empire ottoman. La famille Cohen s'est installée à Smyrne, en Asie mineure. Elle ne parle pas le yiddish, mais le judéo-espagnol ou ladino. C'est l'occasion pour Catherine Cohen, comme elle l'a fait pour la société ashkénaze, de relater les us et coutumes judéo-ottomanes, en particulier la confection de mets tels les bourekas au fromage ou les feuilles de vignes farcies. On l'a vu, c'est de justesse que la famille échappera au destin tragique des juifs de Marseille, dans des circonstances périlleuses. Elle gagne le Cantal puis, à la Libération, retourne à Marseille, où elle doit déloger un couple de «bons Français» qui s'est approprié son appartement. Toutes ces épreuves ont laissé des traces chez Renée, qui fera une grave dépression en 1947. Beaucoup de personnes, qui ont bravé les dangers et survécu à la Shoah, connaîtront en effet une phase de décompensation. A cela s'ajoutera le sentiment de culpabilité des survivants: pourquoi moi suis-je encore en vie et pas les autres, tous ces proches disparus?...

A travers un récit vivant et précis (même s'il comporte deux ou trois petites erreurs historiques), Catherine Cohen a réussi à raconter des destins individuels ballottés par la grande Histoire, et à restituer la vie des deux grandes communautés juives, ashkénaze et sépharade. ■

Pierre Jeanneret

Catherine Cohen, *Le goûter rue Paradis*, Genève, Éditions des Sables, 2020, 270 p.

Quand la culture est dans le désert

NEUCHÂTEL • La Fédération des actrices et acteurs culturels neuchâtelois (FNAAC) exige des soutiens plus adaptés aux métiers culturels après le coup d'arrêt du 13 mars.

Cet arrêt total a des conséquences graves pour les actrices et acteurs culturels, pour qui les mesures mises en place sont faibles et limitées dans le temps. Si nos milieux étaient déjà précaires avant la crise, celle-ci ne fait qu'accroître cette réalité», alarme le communiqué du 27 avril de la FNAAC intitulé, *Un désert culturel menace à l'horizon de la crise sanitaire*. Respectivement secrétaire et trésorier de la Fédération, Matthieu Béguelin et Mathias Gautschi en proactifs chamois culturels dessinent quelques oasis ou conditions souhaitées pour une «reprise culturelle».

Pro Helvetia et certains dicastères culturels cantonaux relèvent la capacité de résilience du secteur culturel.

Le milieu culturel est connu pour faire contre mauvaise fortune (financière) bon cœur, et produire un spectacle ou

un événement avec la moitié de ce qui était budgété. C'est à ça que Nicole Minder faisait allusion dans *Le Temps* du 26 avril dernier. Avec 39 millions à ventiler, la cheffe des Affaires culturelles du canton de Vaud est chargée de «sauver la culture vaudoise mise à genoux» par la crise sanitaire et le lock-out fédéral. C'est pratiquement toujours aux dépens des personnes engagées – comédiens, techniciens, agents, costumiers... – à qui on promet un salaire mais qui dépendra des rentrées. On ne discute presque jamais le prix des services ou du matériel acheté. Le temps peut s'offrir et non les biens, et c'est que font souvent les acteurs culturels pour rester visibles à tout prix.

Du point de vue d'une association d'acteurs culturels, nous nous battons pour que le «travailler plus pour gagner moins» qui se repose sur la rareté des places et le fait du prince (pour la décision d'attribution des

subventions) fasse place à une politique claire et transparente de soutien, étayée par des critères publics. Et ce n'est pas «en faisant confiance à la résilience des acteurs» que l'importance non seulement économique, mais sociologique de la culture sera le mieux valorisée.

Un franc investi dans la culture en rapporterait trois à quatre, selon plusieurs études.

Le problème avec la seule approche économique de la culture, qui prévaut parfois dans les discours officiels, c'est qu'elle ne porte que sur l'aspect «monétarisable» de la culture. Or, les émotions ressenties face à une œuvre sont de l'ordre de l'immatériel, tout comme les bénéfices sociaux des assemblées constituées à l'occasion d'une représentation, d'un concert, d'une exposition ou d'un festival.

Par ailleurs, la culture est un échange à somme positive, en ce sens

que si quelqu'un transmet de la culture à une autre personne, il n'en a pas moins pour autant. C'est l'inverse avec l'argent et ça montre aussi les limites de cette approche uniquement économique. Cela posé, le demi-confinement s'accompagnant de l'arrêt de toutes les activités culturelles, il est important que celles-ci puissent reprendre leur place et leurs différentes fonctions économique comme sociale ou intime dans les meilleures conditions possibles. La première, et sine qua non, étant d'avoir évité la disparition d'acteurs culturels faute de soutiens suffisants.

Vous réanimez l'idée émise en 2018 face à une hausse de la précarité, celle que l'Etat consacre au moins 1% de son budget au soutien d'activités culturelles.

Cette idée a été communiquée aux autorités à plusieurs reprises dans le cadre des différentes réunions tenues

en lien avec la révision de la LEAC (Loi sur encouragement des activités culturelles – qui date de 1991). Le processus de révision est en cours, mais attendu qu'il n'a pu encore atteindre le stade de la mise en consultation, nous ne savons pas la position du Conseil d'Etat sur ce point.

D'où notre demande de ne pas attendre que la loi soit sur les pupitres des députés pour prendre cet engagement. Cela dit, consacrer 1% du budget cantonal au soutien à la culture, représente une augmentation pérenne de 9.5 millions de francs. Somme à trouver sur un total de 2'200 millions annuels. C'est en soi raisonnable et faisable, pour peu que la volonté politique soit là. ■

Propos recueillis par Bertrand Tappolet

Intégralité de l'entretien sur: www.gauchebdo.ch
Site: www.fnaac.ch

Le Brésil entre intime et histoire

CINÉMA • S'adossant à son passé familial, la réalisatrice brésilienne Petra Costa signe «Une démocratie en danger» dépeignant l'histoire récente et troublée de son pays. Son cinéma emprunte à tous les registres de l'image et de la vie.

Nommé pour l'Oscar du meilleur documentaire, soutenu par Spike Lee et diffusé sur Netflix, *Une démocratie en danger* (*The Edge of Democracy*) a valu à sa réalisatrice de 36 ans, Petra Costa, une déferlante pro-bolsonariste mêlant menaces de mort et invectives haineuses. A mi-corps entre l'intime de la cinéaste, sa famille et l'histoire sociale, politique du pays, ce film choral est d'abord le bilan impressionniste, incroyablement inventif d'une brève expérience démocratique minée par une corruption systémique, l'autoritarisme et le fascisme ainsi qu'une justice souvent instrumentalisée par les puissants. Bilan inégalement critique, mais exempt de didactisme et d'apologétique manichéenne.

L'agencement dialectique des matériaux pris sur le vif nous montre ce qui se passe dans un corps social et politique secoué par plusieurs séismes: la destitution en 2016 de la première femme à la Présidence, Dilma Rousseff, la condamnation et l'emprisonnement de Lula (2018). Et les manifestations d'une fièvre salvatrice ou destructrice qui a pour nom lutte des classes. En interview la cinéaste reconnaît deux influences cardinales. *La Bataille du Chili* de Patricio Guzmán (1975) ou l'affrontement électoral dont l'enjeu est le maintien du pouvoir, d'une part. *Les Damnés* (1969), magnum opus de Visconti pistant la montée et l'assomption du nazisme par la complicité active de l'oligarchie économique et des classes dirigeantes, de l'autre. Ainsi si *Une démocratie en danger* retourne vers le passé, c'est pour y déchiffrer au profit de l'avenir une possible leçon de portée universelle.

Horizons fascistes

Dès l'entame, la caméra parcourt doucement en apesanteur le Palais de l'Aurore déserté, siège du pouvoir présidentiel, dont il est la résidence officielle. La voix off de Petra Costa relève alors le passé esclavagiste et viscéralement inégalitaire de la nation. «Il me semblait essentiel de souligner la violence d'Etat à l'égard



Les films de la cinéaste et productrice Petra Costa brouillent les frontières entre les genres (documentaire, autofiction, expérimental) pour troubler la perception. DR

des populations noires, indigènes, des opposants et couches populaires. Si l'expression historique du fascisme remonte aux années 30, mon suivi des manifestations pour la destitution de Dilma Rousseff en mars 2016 avec des milliers de personnes revêtues du drapeau national fut un choc. La foule louait le rôle essentiel de la police militaire dans la défense citoyenne, appelant au retour de la dictature militaire (1964-85), fustigeant les *gauchistes* identifiés à la racaille de la terre. Cela témoignait de la résurgence d'une rhétorique fasciste. Voir ressurgir les démons d'un passé qui emporta dans la torture de nombreux amis de mes parents fut effrayant. Ces protestations furent amplement soutenues par les principaux médias brésiliens sous la bannière de la lutte anticorruption. «Ceux qui défilent alors sont essentiellement issus des classes moyennes supérieures et des revenus au-delà de dix salaires minimums. Ils appartiennent à l'élite. Cette haine de classes traverse l'histoire du Brésil. Avec la destitution de Dilma Rousseff, il s'agit d'un coup d'Etat institutionnel machiavélique et illégitime.

Le symbole d'un scénario mêlant étroitement épreuve, récit et biopic personnels à l'histoire en train de s'écrire sur le vif est ainsi un extrait

chargé d'émotion du discours historique en défense de son innocence et de son bilan tenu par Dilma Rousseff (élue avec 54 millions de voix) devant le Chambre haute du Sénat, le 26 septembre 2016: «Par deux fois, j'ai vu la mort de très près: quand j'ai été torturée pendant des jours, soumise à des sévices qui nous font douter de l'humanité et du sens de la vie lui-même; et quand une maladie grave et extrêmement douloureuse aurait pu abrégé mon existence. Aujourd'hui, je ne crains que la mort de la démocratie, pour laquelle beaucoup d'entre nous, ici au sein de cette assemblée, se sont battus de toutes leurs forces.»

Fille de militants révolutionnaires emprisonnés puis en exil intérieur avec une nouvelle identité sous la dictature militaire, la cinéaste offre un scénario de tragédie shakespearienne, la pièce *Jules César*, magistrale leçon de politique, est citée. Le casting compte notamment le controversé juge anticorruption Sérgio Moro qui a fait condamner Lula à la prison. Il a récemment démissionné de son poste de Ministre de la Justice, favorisant sa candidature aux élections présidentielles de 2021. Apparaissant dans le long-métrage, Jair Bolsonaro s'est fendu d'un tweet rageur en février dénonçant «un récit plein de men-

songes et de prédictions absurdes pour dénigrer une nation». Or sur une perspective aérienne lentement filmée par drone, flotte la voix de la cinéaste: «La démocratie ne fonctionne que lorsque les riches se sentent menacés. Nous sommes une république de familles... qui se fatiguent de la démocratie et de son Etat de droit». Par un retournement ou une continuité de l'histoire, l'opus anticipe la possibilité présente de la destitution judiciaire de Bolsonaro alors qu'il naufrage ses concitoyens dans la pandémie et le chaos.

Large palette

Pour la directrice du Festival Visions du Réel, Emilie Bujès, le spectre parcouru pas le cinéma de Petra Costa est étendu. Il va d'un registre «expérimental» accessible à un large public, travaillant formes, sensations et matériaux pour raconter l'histoire d'un amour éternel au sein d'un couple très âgé, les grands-parents de la cinéaste (*Undertow Eyes*) à une étonnante variante en couple d'un magnifique «journal de grossesse» d'une actrice de théâtre oscillant entre la vie et la scène – le documentaire et autofiction *Olmo et la mouette*. «La grossesse est aussi une forme de mourir tant une part de l'identité de la jeune comédienne doit

s'effacer. Ceci pour laisser apparaître une mère, qui reconnaît en son enfant plus que *l'alien* des débuts. Cette période de gestation la contraint ainsi au repos forcé et à délaissier les plateaux de théâtre», explique la réalisatrice.

Coréalisé avec Lea Glob, le film s'inspire notamment de *La Mouette* due à Tchekhov et de *Mrs Dalloway* signé Virginia Woolf. En resserrant son propos sur une succession de moments, faisant voir l'émergence d'états d'attente grâce à une pratique sensorielle du gros plan sur les transitions des sentiments et des émotions, la cinéaste témoigne de son amour pour l'univers du théâtre dansé de Pina Bausch. Celui-ci mêle ainsi étroitement le vécu et le ressenti de ses interprètes à la construction de ses pièces, comme ce fut le cas pour son *Café Müller* tissé de l'histoire de ses parents restaurateurs et de son enfance. «Il s'agit d'œuvrer sur un film en recourant à une méthodologie de travail et dramaturgique que déploie une troupe de théâtre. Le film a donc été créé notamment avec Olivia Corsini issue du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine», détaille Petra Costa.

Ancienne comédienne ayant axé son travail scénique sur l'improvisation, la Brésilienne est «toujours fortement impliquée dans ses films, quelle que soit leur nature», relève Emilie Bujès. Partant, elle est aussi présente dans le poignant *Elena*, portrait et quête menées à New York réunissant sources audio et vidéo familiales sur l'absence et le deuil impossible de sa soeur aînée, qui se rêvait actrice et est morte à la vingtaine. Progressivement, les identités des deux sœurs se confondent et il devient impossible de les différencier. Elle s'est aussi récemment intéressée aux conséquences de la pandémie du Covid-19 sur les inégalités sociales, envisageant de réaliser un documentaire en lien avec cette actualité, *Dystopia*. ■

Bertrand Tappolet

Films de Petra Costa visibles sur: visionsdureel.ch et Netflix pour *The Edge of Democracy*. Site: petracosta.com

Objectif subjectif: Mars

CINÉMA • Pour résister au renvoi de leur famille, deux sœurs rom réfugiées en Suède tombent dans un état semi-comateux. Conte empathique et fantastique, «Réveil sur mars» marque durablement.

L'une des grandes révélations du Festival Visions du réel diffusée en ligne est le remarquable *Réveil sur Mars* signé par la cinéaste suisse-albanaise Dea Gjinovci. Le film explore un mal étrange, présent surtout en Suède. Il frappe les enfants des demandeurs d'asile, principalement ceux venus des pays de l'ex-URSS et de l'ancienne Yougoslavie en butte à des persécutions et des conditions de vie impossibles dans leur pays d'origine. On l'appelle le syndrome de résignation. L'enfant est plongé dans une sorte de catatonie. Une famille de réfugiés rom venue du Kosovo a fui les persécutions de voisins voulant s'accaparer leurs terres. Elle se confronte au refus suédois réitéré de sa demande d'asile. D'autres jeunes réfugiés mineurs se voyant refuser le droit de rester en Suède préfèrent se donner la mort que de retourner dans le pays qu'ils ont fui.

Tragique et merveilleux

En entretien, la réalisatrice de 27 ans reconnaît que le pays scandinave a accueilli un grand

nombre de migrants et réfugiés. Dès 2018, la Suède a toutefois durci sa politique d'immigration sous la pression de l'extrême droite et face aux errements de l'UE. «L'approche vise à accélérer l'intégration des nouveaux venus, leur mettant à disposition un logement. Mais la procédure d'asile se révèle fort longue.» La situation se tend singulièrement en 2019, les communes n'ayant plus guère les capacités à les loger. Un état de fait que la pandémie aggrave singulièrement, les populations immigrées étant surreprésentées parmi les victimes du coronavirus.

Sensible et poétique, *Réveil sur Mars*, c'est à la fois le drame de vies empêchées et le merveilleux du conte d'initiation. Ainsi la séquence en forêt pour le décollage de la navette bricolée qui semble sortie d'une fiction imaginée par les studios Pixar. La destination réelle, elle, est une planète connue des psychologues, la résilience. Confronté à ce qu'il ne peut comprendre, apaiser et guérir, le regard candide et blessé du jeune

frère, Furkan, métamorphose le drame vécu en odyssée spatiale imaginée vers Mars pour sauver ses sœurs chéries. Naviguant entre documentaire et fiction, l'opus filmé à hauteur d'enfant, empreint de sa sensibilité, retrouve l'esprit de *Room* signé Lenny Abrahamson, qui puise aussi ses références aux sources du conte.

Au chevet

Les deux filles, Ibadeta et Djeneta, sont perdues dans le labyrinthe d'un coma depuis plusieurs années. Epaulés par une équipe médicale dévouée, les parents bienveillants les veillent et les nourrissent par sonde. Est-ce dire que ces enfants résisteraient comme l'on respire: spontanément, par pur réflexe, et parce que la vie est l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort? Tissant par anticipation de multiples échos avec notre présent sous pandémie, «l'inconscience somatique» des fillettes est un véritable trou noir menaçant d'engloutir dans le désespoir la famille vivant recluse. Mais pour la

mère, cet état devient leur raison de vivre et une forme de sursis à leur expulsion. A leur réveil, après trois à cinq ans de catatonie, l'une récupère relativement vite, l'autre a toujours de la peine à parler.

Le film s'ouvre sur la respiration des deux enfants plongées dans leur coma paradoxal sous une lumière rouge évoquant la planète Mars ou un vaisseau intersidéral. «Leur souffle est le seul geste témoignant qu'elles sont toujours présentes au monde des proches vivants», relève la réalisatrice. Afin de ne pas rester confiner dans l'atmosphère de huis clos pesant en chambre, la réalisation sait ménager des échappées oniriques et picturales au cœur des paysages suédois. Ceci pour créer le contraste et «favoriser la réflexivité» chez le spectateur. ■

Bertrand Tappolet

Diffusé sur visionsdureel.ch, le film le sera par la RTS avec une sortie en salle, sous réserve de la situation sanitaire. Site: deagjinovci.com. Entretien avec la cinéaste sur: gauchebo.ch